



Politiques agricoles et alimentaires : trajectoires et réformes

Colloque SFER

20-21 Juin 2018 à Montpellier Supagro

Date limite de soumission : 20 mars 2018

Suivi d'une journée internationale sur l'avenir de la PAC – The future of CAP le 22 juin 2018



Comité scientifique : Catherine Araujo Bonjean (CERDI), Pierre Marie Aubert (IDDRI), Marielle Berriet-Sollicec (Agrosup Dijon), Bernard Bourget (CGAER), JC Bureau (Agroparitech), Jean-Marc Chaumet (Idele), Fred Courleux (Momagri), Benoit Daviron (Cirad), Cécile Detand-Dessendre (Inra), Céline Dutilly (Cirad), Franck Galtier (Cirad), Françoise Gérard (Cirad), Alexandre Gohin (Inra-smart), Hélène Ilbert (IAM-M), Pierre Labarthe (Inra), Pauline Lécole (Montpellier Supagro), Marianne Lefebvre (Université d'Angers), Frédérique Lorenzi (Rural'Est), Yves Petit (Université Lorraine), Raphaële Préget (Inra), Sophie Thoyer (Montpellier Supagro), Aurélie Trouvé (Agroparitech)

Comité d'organisation local : Céline Dutilly (Cirad, Moisa), Annie Hofstetter (Inra, CEE-M), Pauline Lécole (Montpellier Supagro, CEE-M), Raphaële Préget (Inra, CEE-M), Sophie Thoyer (Montpellier Supagro, CEE-M), avec l'appui logistique de la SFER

Contexte

Les politiques agricoles dans le long terme sont marquées à la fois par des orientations communes à la plupart des pays, notamment imposées par les engagements à l'OMC depuis 1995 sur la libéralisation des marchés et le découplage des aides, et par des évolutions récentes qui semblent ouvrir la voie à des trajectoires plus diversifiées et porteuses d'innovation. Quels sont donc les moteurs de ces évolutions et assiste-t-on à un éclatement des modèles de politique agricole ?

L'envolée des prix agricoles de 2008, mais aussi la volatilité des marchés qui provoquent des crises à répétition, l'évolution des rapports de force économiques à l'échelle du monde, les nouvelles attentes de la société, sont autant de facteurs qui remettent en cause les modèles classiques de politiques agricoles, longtemps restées très sectorielles et centrées sur la production agricole. De nouveaux acteurs participent à l'élaboration de ces politiques, et construisent d'autres formes de gouvernance, du local au mondial, sans forcément passer par l'échelle nationale. À la politique agricole sont assignés des objectifs nombreux et parfois contradictoires : la santé, la lutte contre la

pauvreté, l'emploi, la préservation des ressources et la lutte contre le changement climatique, mais aussi la compétitivité et la sécurité alimentaire mondiale. Les agriculteurs et les filières agro-alimentaires se retrouvent confrontés à des attentes multiples sur la relocalisation des systèmes de production, le bien-être animal, l'approvisionnement local des villes, la participation à l'économie circulaire, ou la contribution à l'atténuation du changement climatique.

Nous sommes aujourd'hui dans un contexte d'incertitude sur l'avenir des politiques agricoles, exacerbé par le manque de visibilité des négociations à l'OMC et dans le cadre mouvant des accords de libre-échange bilatéraux ou régionaux. On observe une grande effervescence autour des réformes de politique agricole. Ainsi l'Union européenne rentre dans un nouveau processus de réforme de la Politique agricole commune sur fond de Brexit et de tension budgétaire. Une renégociation du Farm Bill américain est prévue pour 2019. Les politiques agricoles et alimentaires des pays en transition (Chine, Inde, Brésil, Mexique) évoluent rapidement, avec une attention plus forte portée à l'environnement, au changement climatique et aux mondes ruraux. De nombreux pays et groupes régionaux au Sud cherchent aussi à redonner à leur agriculture les moyens de se moderniser, de répondre à l'évolution démographique et de lutter contre la pauvreté.

À l'échelle internationale, le projet d'une gouvernance globale de la sécurité alimentaire existe-t-il encore vraiment, ou doit-on attendre une nouvelle flambée des prix internationaux pour voir se mettre en place des règles internationales encadrant les politiques nationales au regard de cet objectif ?

Objectifs

Les objectifs du colloque sont de rassembler des contributions permettant de dessiner les trajectoires d'évolution des politiques agricoles, alimentaires et agro-environnementales : peut-on retrouver des tendances convergentes ? Quels enseignements tirer des analyses historiques et comparatives des politiques agricoles ? Quels sont les nouveaux objectifs des politiques agricoles, alimentaires et environnementales ? Comment évoluent les fondements théoriques de l'intervention publique dans ces domaines ? Quels nouveaux outils d'intervention publique sont développés ? Quelles formes de gouvernance se mettent en place ?

L'originalité du colloque est donc de privilégier une approche centrée sur les dynamiques des politiques agricoles et alimentaires, de l'échelle locale à l'échelle internationale, en favorisant aussi les regards croisés et les comparaisons entre pays et/ou entre périodes.

Les questions à traiter peuvent se décliner autour des grandes thématiques suivantes :

- **Construction des politiques agricoles et alimentaires** : comment s'exprime et se renouvelle la demande sociale en matière de politiques agricoles et alimentaires ? Quelles sont les forces à l'œuvre, les coalitions, les stratégies, le rôle des lobbies et les institutions qui jouent dans la capacité à réformer et ajuster ces politiques ? Le basculement des politiques de l'agricole vers l'alimentaire qu'on observe dans de nombreux pays signale-t-il un déplacement des jeux de pouvoir et d'influence du monde agricole et des agriculteurs vers le monde urbain et les consommateurs ? Quels sont les nouveaux acteurs de la gouvernance agricole et alimentaire ? Quelle place jouent aujourd'hui les partenariats publics-privés dans la conception et la mise en œuvre de l'intervention publique (y compris les bailleurs de fonds) dans ces domaines ?

- **Evolutions et trajectoires des politiques agricoles et alimentaires** : Observe-t-on des convergences dans l'évolution des politiques agricoles et alimentaires entre différents pays et régions ? Quelles sont les conséquences de ces évolutions sur les marchés internationaux, sur la sécurité alimentaire mondiale et sur l'environnement ? Et à l'inverse, comment la dynamique des échanges, la démographie et les contraintes environnementales influent-elles sur les politiques agricoles et alimentaires ? La mise en place d'instruments de gouvernance globale des enjeux agricoles, maintes fois tentée, est-elle souhaitable et possible ? Quels sont les niveaux de décision et de gouvernance qui s'imposent (global, national, local) ?
- **Fondements et évaluation des instruments de politiques agricoles et alimentaires** : quels sont les fondements théoriques et socio-économiques des politiques agricoles et alimentaires ? Le paradigme du découplage des aides et d'un marché libéralisé reste-il dominant ou au contraire voit-on se dessiner de nouveaux instruments publics et d'autres modèles agricoles à promouvoir ? Leur mise en œuvre présente-t-elle des spécificités particulières comparées à d'autres secteurs économiques et sociaux ? Quels outils développer pour évaluer les politiques agricoles et alimentaires ? Quels enseignements tirer de ces évaluations ?

Disciplines et publics concernés

Colloque centré sur l'économie mais largement ouvert aux approches en sociologie, sciences politiques, histoire et géographie. Il est ouvert au milieu académique et aux étudiants mais aussi au monde professionnel et politique qui souhaitent partager leurs résultats de recherche et/ou leurs expériences sur la problématique du colloque. Il fera une place importante aux tables rondes alliant scientifiques, décideurs et représentants professionnels. Il porte sur les politiques agricoles et alimentaires de toutes les régions du monde.

Revues associées

Les revues [Economie Rurale](#) de la SFER et [Cahiers Agricultures](#) du Cirad sont associées à ce colloque et pourront publier une sélection des meilleures contributions dans une section spéciale dédiée aux thématiques du colloque. D'autres revues seront éventuellement associées.

Pour soumettre

Les contributions seront sélectionnées sur la base d'un **résumé long de 2 à 4 pages** en français ou anglais. Deux types de contributions sont envisageables :

- **Les contributions « recherche »** présentent des travaux de recherche originaux. Elles seront évaluées sur la base de leur qualité scientifique : pertinence/clarté/originalité de la problématique, pertinence/originalité du cadre d'analyse, qualité de la méthodologie, qualité des résultats et de la discussion, pertinence des enjeux théoriques et empiriques.
- **Les contributions de type « faits et chiffres »** présentent des études empiriques pas nécessairement construites comme un article de recherche, mais s'appuyant sur l'analyse de données chiffrées, d'études de cas, d'enquêtes originales ou de témoignages.

Les auteurs peuvent aussi **proposer des sessions spéciales ou des tables rondes** autour d'un thème en soumettant un texte court expliquant l'objectif de la session et en rassemblant 4 à 5 résumés. L'organisateur devra soumettre une proposition contenant : Thème de la session, Titres, Auteurs et

Résumés des différentes communications **avant le 10 mars 2018** à sophie.thoyer@supagro.fr et raphaele.preget@inra.fr

Afin que les communications de recherche soient mises en ligne sur le site du colloque, les auteurs devront transmettre **avant le 8 juin 2018** un texte d'une dizaine de pages développant les différents éléments présentés dans le résumé long. Les contributions de type « faits et chiffres » n'exigent pas de texte écrit.

Vous pouvez retrouver l'appel à communication et les modalités de soumission sur le site de la SFER :

<https://www.sfer.asso.fr/>

Les soumissions se font en ligne sur la plateforme cmt :

<https://cmt3.research.microsoft.com/TRAJECTOIRES2018/>

Date limite de soumission : 20 mars 2018

Notification aux auteurs sur leur contribution : 20 avril 2018

Post-symposium « The future of the CAP – L'avenir de la PAC »

22 juin 2018 – à Montpellier Supagro

Dans une perspective plus évaluative et prospective sera organisée une journée de débats avec des intervenants invités et des tables rondes sur l'avenir de la PAC et les positions des États membres pour la période post 2020. Y seront présentés et discutés l'évolution des objectifs assignés à la PAC, les différentes propositions pour rendre la PAC plus efficace et plus légitime, et les résultats des évaluations en cours. Des tables rondes seront organisées sur : la PAC et l'agro-écologie (Chaire Agrosys), les méthodes d'évaluation de la PAC (réseau REECAP).